

### GRUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD  
PRÉSIDENT DU GROUPE

#### Paris fait le choix de l'avenir

En décidant d'appliquer la réforme des rythmes éducatifs en septembre 2013, sous l'impulsion de Bertrand Delanoë et de son adjointe Colombe Brossel, la municipalité parisienne a fait le choix courageux d'engager sans attendre une réforme ambitieuse, plutôt que de céder à la facilité. Notre choix fut d'autant plus enthousiaste que cette réforme des rythmes éducatifs correspond profondément à nos convictions : développer l'éveil des enfants et favoriser l'égalité des chances.

En organisant des ateliers éducatifs après l'école et en permettant que l'enseignement se déroule à nouveau sur 9 demi-journées, la réforme a offert un cadre plus serein pour l'apprentissage et dé-

gagé des moyens pour organiser des ateliers de découverte artistique, culturelle, sportive ou encore scientifique. Le contenu de notre parcours éducatif parisien est d'ailleurs unanimement salué : il permet aux enfants de s'initier à de nombreuses activités comme l'informatique, les sciences, la musique, l'éducation au développement durable ou encore l'éducation au goût.

Paris a donc consacré des moyens financiers et humains importants pour que tout se passe au mieux, dans l'intérêt des enfants, des familles, des enseignants et des personnels municipaux. Cette réforme a d'ailleurs constitué un formidable levier pour améliorer la formation et le déroulement de carrière des personnels municipaux chargés de l'animation périscolaire.

Chaque fois que nécessaire, la Ville a bien sûr fait évoluer son dispositif avec toute la transparence possible : elle a écouté les critiques, adapté les contenus, commandité

un audit indépendant qui a conduit à des modifications, notamment pour les enfants de maternelle.

Aujourd'hui, les enfants comme leurs parents sont très majoritairement satisfaits, les enseignants et les animateurs travaillent de façon collégiale, les personnels de la Ville ont trouvé matière à reconnaissance, notamment par une meilleure formation.

Il a bien fallu du courage et de l'anticipation pour mettre en œuvre ce vaste chantier malgré les inquiétudes soulevées l'an passé. Cette réforme va dans le bon sens, nous en avons eu très tôt la conviction. Avec Anne Hidalgo et son adjointe aux affaires scolaires Alexandra Cordebar, nous voulons continuer d'agir au service d'une éducation performante, priorité absolue de notre action, au service de la réduction des inégalités et de la préparation de l'avenir. ■

### GRUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE  
PRÉSIDENT DU GROUPE

#### Tchin-tchin!

En cette période de fin d'année, dite « trêve des confiseurs », la tradition parisienne, qui remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, voudrait que tout le monde s'arrête de travailler pour que les confiseurs puissent vendre leurs sucreries, même le dimanche. Ainsi, il serait convenable que les politiciens parisiens mettent leurs querelles et leurs débats en sommeil pour ne pas troubler le doux carillon des fêtes, et ses débauches de consommation.

Seulement voilà, autant vous le dire, les lendemains risquent d'être un peu cotonneux et douloureux. Pardon d'être réaliste dans ce billet, car justement, des billets... il n'y en a plus dans les caisses de la Ville, et c'est vers vos poches à vous, chers Parisiennes et Parisiens, que se dirige la main

invisible de la Mairie de Paris. Il manque au moins 400 millions d'euros dans les caisses de la Ville de Paris, et plus personne ne se pose la question de savoir qui va payer. La vraie convivialité parisienne aujourd'hui est devenue fiscale, on se dit « Tu bois impôt ? », « Tu bois la taxe ? Allez c'est ma tournée ! »

N'attendez pas de cadeaux en cette fin d'année, car c'est vous qui allez les faire !

En effet, vous allez subir l'augmentation de la taxe de stationnement et des PV, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de la taxe de séjour, de la taxe sur les logements vacants, de celle sur les logements meublés, de la taxe sur les commerces et bureaux vides et de la taxe de balayage.

Et comme un bonheur ne vient jamais seul, le taux de cotisation foncière des entreprises pourrait doubler.

Serez-vous ainsi taxés jusqu'à la fin de vos jours ? Oui naturellement... Et même au-delà... La taxe

de fossoyage a ainsi augmenté de 7,6 % tandis que les concessions des cimetières ont connu une revalorisation tarifaire de 20 % pour les concessions perpétuelles et de 8 % sur les cinquantenaires... Hors de question de reposer en paix !

Enfin, ne cherchez pas en cette période de fêtes les mots qui fâchent dans le discours officiel.

On ne parle ni d'augmentation, ni de hausse, ni d'impôts, ni de taxes, on dit plutôt... refonte de la grille des conservatoires, révision des redevances, revalorisation tarifaire, réforme des tarifs des services municipaux, modernisation de la taxe de séjour, réforme des droits de voirie et de stationnement... On appelle ça « la dynamique des recettes ».

Voilà la réalité financière de notre ville en cette fin d'année.

Le budget prend l'eau, Paris s'enfonçe et ce sont encore les Parisiennes et les Parisiens qui vont trinquer ! ■

**GROUPE UMP****NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET  
PRÉSIDENTE DU GROUPE****Les bonnes économies commencent par soi-même**

Confrontée à un « trou » de 400 millions d'euros pour le bouclage du prochain budget, Anne Hidalgo a présenté récemment un plan d'économies pour l'année 2015, dont le montant, malheureusement flou, devrait se situer entre 130 et 180 millions d'euros. Bien sûr, nous nous réjouissons que la Maire de Paris, qui ne proposait que 37 millions d'euros d'économies par an pendant la campagne municipale, se décide enfin à amplifier l'effort de réduction des dépenses. Néanmoins, au lieu de réduire le train de vie de la Mairie, on peut craindre que les économies ne se fassent surtout sur le dos des familles.

L'équipe municipale prévoit en effet la suppression de plusieurs prestations sociales : l'allocation Papado pour les familles qui font

garder leurs enfants à domicile, l'allocation pour naissances multiples, l'allocation familiale pour le maintien à domicile d'un parent âgé, et même l'allocation d'accompagnement ouverte aux personnes qui cessent leur activité pour s'occuper d'un parent malade. Par ailleurs, les conditions de bénéfice des cartes de transport Émeraude et Améthyste pour les personnes âgées et handicapées devraient être durcies.

De telles mesures ne seraient acceptables que si l'administration réduisait, elle, drastiquement son train de vie. Or, les économies prévues par la Ville sont mineures par rapport à certains gaspillages : l'ensemble des suppressions et réductions d'allocations mentionnées ci-dessus représente à peine 5 millions d'euros, quand la municipalité gaspille 25 millions dans un montage financier inutile sur le chantier de la Philharmonie.

Parce que le plan d'économies ne doit pas être à deux vitesses, la Ville doit aussi participer aux efforts, en

réduisant certains des postes les plus coûteux. Comment expliquer par exemple que Paris perde chaque année 200 millions d'euros en absentéisme, alors même que l'administration s'est beaucoup étoffée, puisque la masse salariale a progressé de 35 % en deux mandats (de 40 000 à 54 000 agents) ? Il est urgent d'engager une réflexion non seulement pour mieux impliquer les agents publics dans l'action municipale, mais aussi pour réduire peu à peu les effectifs dans la suradministration qui s'est développée : la Mairie reconnaît elle-même que de 2001 à 2012, sur les presque 9 000 recrutements qu'a connus l'Hôtel de Ville, seulement 2 200 correspondent à de nouvelles structures au service des Parisiens.

Nous renouvelons donc l'avertissement que nous avons lancé lors du Conseil de Paris d'octobre : la Ville doit s'attaquer aux gaspillages et à la modération de son train de vie avant de mettre les Parisiens à contribution. Les efforts, pour être justes, doivent être partagés. ■

**GROUPE COMMUNISTE -  
FRONT DE GAUCHE****NICOLAS BONNET-OULALDJ  
PRÉSIDENT DU GROUPE****La santé, ça n'a pas de prix**

La santé publique et l'offre de soins accessible à toutes et tous à Paris est une priorité pour nous dans ce mandat. C'est d'ailleurs autour d'engagements forts en matière de santé publique que s'est forgé notre accord de premier tour lors des élections municipales.

L'intervention de la Ville sur l'offre de soins en secteur 1 est urgente. La situation sanitaire des quartiers les plus peuplés et les plus populaires de Paris devient de plus en plus préoccupante. Ces difficultés sont particulièrement vivaces dans les arrondissements du nord-est de Paris, qui se caractérisent par une faible densité du nombre de médecins, généralistes et spécialistes, par rapport à l'ensemble du territoire parisien. Ces arrondissements accueillent le plus grand

nombre de familles vivant sous le seuil de pauvreté, de personnes âgées aux faibles pensions ou de bénéficiaires de la CMU. Il est donc clair que la Ville doit intervenir prioritairement dans ces quartiers en réalisant des centres de santé. Les 3 millions d'euros inscrits sont insuffisants. Il en faudrait le double pour garantir la création de nouveaux centres de santé à Paris.

D'autre part, nous nous réjouissons que la Ville s'engage dans l'organisation d'assises de la santé dès 2015. Nous le voyons partout en France, Paris ne fait malheureusement pas exception, la situation de l'hôpital public s'aggrave. Les personnels n'arrivent plus à faire face au flux des demandes, ils croulent sous la charge de travail et enchaînent les heures supplémentaires. À ce contexte déjà difficile vont venir s'ajouter d'ici quelques mois les répercussions des restrictions budgétaires dictées par le gouvernement et qui s'annoncent dramatiques. Les

principaux intéressés sont les Parisiennes et les Parisiens. Ils doivent pouvoir être entendus pour défendre leurs points de vue et l'intérêt du plus grand nombre. La priorité du moment doit être l'arrêt des restructurations de grande ampleur qui sont actuellement en cours au sein de l'AP-HP, comme celles dont font l'objet les hôpitaux Bichat, Fernand-Widal, Lariboisière et le Val-de-Grâce. Celles-ci ne peuvent se faire au détriment de l'offre de soins. Il n'est pas envisageable qu'un établissement public, quel qu'il soit, prenne seul des décisions d'une si grande importance. Nous ne comprendrions donc pas que l'AP-HP poursuive les restructurations sans attendre la tenue de ces assises de la santé : les élus-e-s du groupe Communiste-Front de Gauche de Paris demandent donc un moratoire. ■

### GRUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS  
ET DAVID BELLIARD  
COPRÉSIDENTS DU GROUPE

#### La capitale de l'écologie en actes

2015 sera une année cruciale pour la lutte contre le dérèglement climatique à Paris et dans le monde. Notre ville accueillera du 30 novembre au 11 décembre 2015 la 21<sup>e</sup> Conférence internationale sur le climat (COP21). Pendant cette conférence sera négocié un nouvel accord sur le climat pour l'après 2020 qui doit notamment permettre de contenir à un maximum de 2 degrés la hausse de la température de la planète.

Ce sommet sera un moment essentiel pour notre avenir à l'heure où tous les voyants sont au rouge. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est alarmant. Les activités humaines

ont conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre, qui perturbent le climat à un rythme effréné. Avec des conséquences dramatiques : hausse du niveau de la mer, multiplication des périodes de canicule et d'événements climatiques extrêmes, perturbations du cycle de l'eau, de la biodiversité, des systèmes agricoles. Ces analyses à grande échelle rendent évidente la nécessité de réagir rapidement et à tous les niveaux. Paris comme ville hôte de la COP21 doit avoir des ambitions à la hauteur de l'événement.

Les premiers résultats du Plan Climat de Paris, élaboré et porté depuis dix ans par des adjoints écologistes, sont encourageants. Ils montrent que Paris prend ses responsabilités et qu'il est possible de faire des économies d'énergie, de développer des transports en commun et des alternatives à la voiture comme le vélo ou encore de donner la priorité aux énergies renouvelables et à l'alimentation durable.

Avec à la clé une amélioration de la qualité de vie pour toutes et tous et, surtout, une ville plus vivable à léguer aux générations futures. Mais Paris peut et doit aller plus loin. Nous devons dépasser le conservatisme et les intérêts des lobbies. Nous voulons accélérer la rénovation des bâtiments pour mieux les isoler. Nous voulons une ville où il est possible de se déplacer sans voiture, en utilisant partout et de manière sécurisée des modes de transport non polluants. Nous voulons que Paris s'engage à davantage recycler en vue d'atteindre le « zéro déchet ». Paris doit devenir la capitale de l'écologie, en participant à la transition énergétique par l'installation de panneaux solaires ou encore en atteignant l'objectif de 100 % d'achats de produits alimentaires locaux et bio dans la restauration collective. Ces solutions, les élu-e-s du groupe Écologiste de Paris continueront à les porter au Conseil de Paris et dans tous les arrondissements. ■

### GRUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS  
PRÉSIDENT DU GROUPE

#### Scotlib', l'avenir du transport à Paris

Les élus du groupe RG-CI ont défendu durant la campagne électorale la création de services qui soient à la fois utiles aux Parisiennes et aux Parisiens, écologiques et innovants.

L'innovation doit être au service de toutes nos politiques, notamment dans un domaine où Paris a toujours su être à l'avant-garde, celui des transports.

L'utilisation des deux-roues motorisés à Paris connaît une augmentation sans discontinuité depuis plusieurs années. La ville n'est pas encore prête à les intégrer pleinement, comme le montre le nombre encore insuffisant de places de stationnement. D'ailleurs, malgré la pollution que génèrent ces deux-

roues, Paris n'offre aujourd'hui aucune alternative afin d'en réguler la présence en les intégrant mieux à l'espace urbain.

Notre conviction est que l'offre actuelle doit être complétée par un système de scooters électriques en libre-service. Paris a déjà montré sa capacité d'innovation à travers Vélib' et Autolib'. Il faut continuer à inscrire notre action dans la fonctionnalité, en priorisant l'usage sur la propriété, et en encourageant les dispositifs de partage. Cela nous permettra également de répondre à des nécessités environnementales. Il est temps, selon nous, que Paris entre dans la révolution Scotlib'.

Dès 2013, les élus Radicaux de gauche proposaient la mise en place du dispositif, demande qui reçut une réponse favorable du Conseil de Paris. Mais en cette nouvelle mandature, nous n'oublions pas que des projets comme Scotlib' doivent rapidement être réfléchis et engagés pour voir le jour dans des délais raisonnables :

nous avons ainsi demandé au mois de septembre 2014 une étude analysant les hypothèses de mise en place, et que cette étude puisse être présentée rapidement au Conseil de Paris. L'exécutif municipal a répondu positivement à notre demande. Nous resterons attentifs aux suites concrètes données.

Paris a toujours su accompagner l'évolution des pratiques des Parisiennes et des Parisiens.

Si une offre de transport électrique peut permettre aux utilisateurs d'opter pour un scooter en libre-service, ce sera alors une avancée majeure et Paris continuera à être, sur le sujet de l'offre de transports comme sur tant d'autres, une ville pionnière et innovante. ■

→ Contact courriel :

[groupeprgci@gmail.com](mailto:groupeprgci@gmail.com)

Compte twitter : @Groupe\_PRG\_CI